

## UN MÉMOIRE INÉDIT DE PELLISSIER DE REYNAUD

Par M. AUGUSTIN BERNARD.

---

### I

Les ouvrages de Pellissier de Reynaud sont bien connus de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Afrique du Nord. Ses *Annales algériennes* sont la meilleure source que nous possédions pour les débuts de la conquête de l'Algérie. La plupart des écrivains postérieurs lui ont beaucoup emprunté ; quelques-uns, notamment Camille Rousset, l'ont même, comme l'a montré E. Cat<sup>1</sup>, outrageusement pillé et démarqué.

La carrière de Pellissier de Reynaud est assez singulière, et, comme l'homme lui-même, originale dans le meilleur sens du mot<sup>2</sup>. Attaché comme capitaine d'état-major à l'expédition d'Alger, il

1. *Bulletin de Correspondance Africaine*, 1885, p. 121-136.

2. Pellissier (Jules-Henri-François-Edmond), né à Tournon (Ardèche), le 1<sup>er</sup> janvier 1798, entré au service en 1813 dans le 4<sup>e</sup> régiment des gardes d'honneur, servit d'abord dans la cavalerie, puis fut admis en 1819 dans le corps d'état-major après avoir subi les examens nécessaires. Envoyé à l'armée d'Espagne sous la Restauration, il y resta jusqu'à la fin de l'occupation française. De son mariage avec la fille du général baron Gengoult, il eut trois fils et trois filles. Le plus jeune de ses fils, auquel il avait donné le prénom original de *Hadjoute*, fut consul de France à Djedda et à Smyrne ; à son arrivée à Djedda, où on avait massacré son prédécesseur, Hadjoute Pellissier, reçu en audience solennelle par le pacha, qui demeurait assis, le saisit par la barbe pour l'obliger à se lever devant le représentant de la France ; cet acte pouvait lui coûter la vie, mais le Turc, admirant le courage de ce frère jeune homme et son sentiment de sa dignité, prit la chose en riant. Une aquarelle, qui est la propriété de M. André Otten, l'éminent avocat d'Alger, petit-fils de Pellissier de Reynaud, représente ce curieux épisode.

fut chef du bureau arabe d'Alger de 1833 à 1837 et directeur des affaires arabes de 1837 à 1839. La droiture et l'indépendance de son caractère le mirent souvent en conflit avec ses chefs ; c'était un de ces serviteurs d'espèce rare, comme on en voudrait voir beaucoup auprès de nos gouverneurs et de nos résidents généraux, qui ne savent point flatter leurs maîtres et qui considèrent comme un devoir de leur dire toute la vérité, fût-elle désagréable à entendre.

Pellissier quitta le service des affaires indigènes et l'armée dans des conditions qui lui font honneur, à la suite de la restitution à Abd-el-Kader d'une négresse et de son fils qui s'étaient réfugiés à Alger. Chargé d'instruire l'affaire, après avoir pris l'avis du procureur général, il refusa de rendre ces malheureux. Mais le maréchal Valée, pensant bien à tort que cet acte de complaisance rendrait Abd-el-Kader plus accommodant, désavoua son chef de service. « Celui-ci<sup>1</sup> se démit immédiatement de son emploi, protestant ainsi, autant qu'il était en lui, contre un des actes les moins honorables qui se soient accomplis en Algérie. Le gouverneur général fut blâmé par le ministre de la Guerre, mais le directeur des affaires arabes n'en avait pas moins perdu sa position. »

Rentré en France en disponibilité, Pellissier fut appelé à faire partie de la Commission scientifique de l'Algérie, qu'on organisait alors. Bugeaud ayant succédé à Valée en 1841, Pellissier, qui avait eu avec lui des relations assez intimes, pouvait espérer être remplacé à la tête des affaires indigènes ; mais le nouveau gouverneur ne lui pardonnait pas son jugement sévère sur le traité de la Tafna et craignait qu'il ne fût pas suffisamment docile. Pellissier quitta donc définitivement l'armée d'Afrique et, sur la recommandation du duc d'Orléans et du maréchal Soult, fut admis dans les consulats.

Le service des affaires indigènes est une bonne école de diplomatie, car on s'y habitue à démêler les intrigues, à débrouiller ou à embrouiller suivant les cas l'écheveau compliqué de ces États minuscules que sont les tribus nord-africaines. Par ailleurs, une certaine fermeté de ton, voire même une certaine brusquerie militaire n'est pas pour déplaire aux musulmans, lorsqu'elle s'allie à l'intelligence et à la sympathie.

1. *Annales algériennes*, II, p. 315.

Pellissier fut d'abord nommé consul de France à Mogador, en 1842 ; mais Moulay-Abd-er-Rahman, sur les conseils de l'Angleterre, lui refusa l'*exequatur*. Il fut alors envoyé à Sousse, puis à Malte, où de nouveau la Grande-Bretagne refusa d'accepter comme consul un ancien officier d'état-major, qui aurait sans doute été trop curieux de ce qui se passait dans l'arsenal. Pellissier permuta avec son collègue de Palerme, puis fut nommé consul général à Tripoli, où il resta de 1850 à 1852. Il fut ensuite consul général à Bagdad ; en 1857, il fut chargé de la délimitation de la frontière turco-russe en Asie. Épuisé par les fatigues qu'il endura dans cette dernière mission, il mourut à Paris le 16 mai 1858.

Nous avons trouvé dans les papiers de Féraud, papiers qui nous ont été communiqués par son fils le général Féraud, des renseignements inédits ou peu connus sur la carrière consulaire de Pellissier, auquel Féraud, comme lui sorti de l'armée, succéda à Tripoli en 1875.

Le séjour de Pellissier de Reynaud à Tripoli fut marqué par des incidents qui se rattachent à l'histoire de l'Algérie et à sa propre carrière algérienne. Izzet-Pacha, qui gouvernait alors la Tripolitaine, avait auprès de lui comme *defterdar* ou intendant général des finances un certain Ahmed Efendi, fils d'Hamdan ben Othman Khodja, personnage ayant joué un certain rôle à Alger pendant les premières années de l'occupation et auquel M. G. Yver a consacré il y a quelques années une intéressante notice<sup>1</sup>.

Hamdan ben Othman Khodja était un de ces Maures sur lesquels on s'appuya au début de l'occupation d'Alger, les croyant bien à tort hostiles aux Turcs et favorables à notre influence ; Pellissier de Reynaud dénonça à Clauzel son attitude secrètement hostile et ses malversations. Hamdan était allé s'installer à Paris en 1833 et y avait publié un violent pamphlet sur « l'Algérie martyre<sup>2</sup> ». Il se retira ensuite à Constantinople, où il mourut vers 1840.

1. G. Yver, *Si Hamdan ben Othman Khodja* (Revue Africaine, t. LVII, 1913, p. 96-138).

2. Cet ouvrage parut sous le titre : *Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger*, intitulé en arabe *le Miroir*, par Sidi-Hamdan-ben-Othman Khodja, traduit de l'arabe par H. D., oriental. Ces initiales désignent Hassouna-Deghiès, appartenant à une famille qui avait fourni plusieurs ministres à la Régence de Tripoli. C'est sans doute le même que ce Hassouna-Deghiès, ministre du pacha Youssef Karamanli, qui en 1826,

Ahmed ben Hamdan, réfugié en Turquie avec son père, alla d'abord en Égypte, où il dirigea l'imprimerie arabe de Méhémet-Ali. Poursuivi pour désordres dans sa comptabilité, il réclama la protection de la France en invoquant sa qualité d'Algérien. Il en fut quitte pour une destitution et rentra à Constantinople, où il se donna comme un transfuge du parti de Méhémet-Ali. Il fut ensuite nommé à Tripoli ; il s'était muni d'un passeport français, qu'il fit présenter au consulat par ses fils, de manière à pouvoir jouer double jeu, Turc ou Algérien suivant les circonstances. Mais le Turc l'emporta bientôt ; il fit subir aux Algériens toutes sortes de vexations, leur interdisant de se marier à Tripoli et d'y acquérir des propriétés.

Le *Miroir* fut répandu à profusion<sup>1</sup>. Ce fut Ahmed-Efendi qui lança contre les Français le chérif Serour, initiateur de l'affaire de Zaatcha : il hébergea également chez lui Mohammed ben Abdallah, qui dirigea l'insurrection de Touggourt et d'Ouargla.

Tel est le personnage en présence duquel Pellissier se retrouva à Tripoli lorsqu'il prit possession du consulat de France. Le fils de l'auteur du *Miroir* ne pouvait manquer d'essayer d'assouvir sa vieille rancune familiale sur l'ancien officier de bureau arabe.

Une première querelle violente éclata au sujet de l'*oukil* du bey de Tunis, qui, maltraité lui et les siens, fit appel au représentant de la France. Izzet répondit assez insolemment à Pellissier, s'étonnant qu'il eût quitté ses travaux littéraires pour si peu de chose et qu'il se fût dérangé pour une aussi mince question.

Une affaire de déserteurs, qui se produisit peu après, prit de plus grandes proportions. Des déserteurs français étaient venus à Tripoli et étaient employés comme maréchaux-ferrants au quartier de cavalerie. On voulut les obliger à se faire musulmans. L'un d'eux se réfugia au consulat de France ; l'autre, moins heureux, fut maltraité par la foule et mis en prison ; il fit appel à Pellissier, qui ne

avait été obligé de donner sa démission sur la demande du consul de France Alph. Rousseau, auquel il avait fait un affront à l'occasion de la fête du roi Charles X (voir R. Vadalà, *Essai sur l'histoire des Karamanlis, Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, X, 1919, p. 224-241).

1. Cela suppose l'existence d'un texte arabe du *Miroir*, qui a été contestée par Playfair, *Bibliography of Algeria*, n° 528. Il serait peut-être intéressant de le rechercher à Tripoli.

put se le faire livrer. Le premier déserteur, ayant commis l'imprudence de sortir du consulat, tomba dans un guet-apens et fut également détenu par les autorités tripolitaines. Izzet Pacha se trouvant alors à Benghazi, le *defterdar* Ahmed-ben-Hamdan refusa de rendre les déserteurs. Pellissier avertit son gouvernement et une escadre, commandée par M. de Lassus, parut devant Tripoli (28 juillet 1852). Devant les menaces de bombardement, le *defterdar* délivra les deux Français, mais en déclarant qu'il ne cédait qu'à la force, et Pellissier quitta la ville avec tout son personnel. Le gouvernement français approuva pleinement sa conduite dans cette circonstance et obtint quelques mois après du gouvernement turc la révocation du pacha et du *defterdar*.

• •

## II

On a vu qu'Izzet avait dit un jour ironiquement à Pellissier qu'il s'étonnait de le voir soustraire un temps précieux à ses travaux littéraires pour l'entretenir de l'affaire de l'*oukil* de Tunis. Pellissier en effet ne sortait guère de chez lui et fréquentait peu ses collègues. Quant à ses travaux, il en est resté trace d'abord dans un article de la *Revue des Deux Mondes*<sup>1</sup>, article fort intéressant pour l'époque et qu'on peut aujourd'hui encore consulter avec profit; ensuite sous la forme d'un curieux mémoire inédit, dont nous possédons une copie annotée de la main de Féraud. Ce mémoire de 149 pages, daté de Tripoli, 20 décembre 1850, est un résumé des archives du consulat de France à Tripoli, auquel Pellissier a joint des commentaires et des réflexions d'un caractère très personnel, parfois même assez humoristique. Il nous a paru intéressant d'en donner une analyse et quelques extraits.

Les archives du consulat de France à Tripoli ne contiennent la correspondance officielle qu'à partir de 1762 pour les lettres reçues du gouvernement et de 1793 pour celles qui lui ont été écrites.

1. Pellissier de Reynaud, *La Régence de Tripoli* (*Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> octobre 1855).

« Je n'ai pu découvrir, dit Pellissier, comment les dépêches des consuls ainsi que la correspondance ministérielle antérieures à cette époque ont pu disparaître des archives. »

La France était la seule puissance chrétienne qui fût un peu respectée des Barbaresques. Néanmoins, notre commerce avait souvent à se plaindre de leurs corsaires et nous étions par là punis de la tolérance que nous accordions à ce brigandage lorsqu'il n'était pas ostensiblement dirigé contre nous :

Les passeports que nos consuls délivraient à ces forbans les faisaient recevoir dans nos ports et respecter de nos bâtiments de guerre, ce qui ne les empêchait pas de piller quelquefois nos marchands ou de faire des prises jusque dans nos eaux. Rien n'était plus pitoyable que les ménagements que prescrivait le ministère lorsqu'il s'agissait de réclamer contre ces actes de violence. Il recommandait de menacer, mais de ne pas trop se fâcher, dans la crainte d'amener une rupture ; il se contentait de la moindre excuse, de la promesse la plus vague.

Les questions qui reviennent sans cesse dans le mémoire de Pellissier de Reynaud sont celles dont était faite la vie quotidienne de la Régence au cours du XIX<sup>e</sup> siècle : abolition de la course, mesures contre la traite des noirs, apparition d'escadres françaises, italiennes, américaines, qui viennent appuyer les réclamations de leurs consuls, questions de protection consulaire et de protocole, explorations et tentatives de pénétration dans l'Afrique centrale, enfin et surtout révolution de 1835, qui mit fin à la dynastie des Karamanlis et transforma la Tripolitaine en un vilayet ottoman.

La France n'a jamais songé à s'établir en Tripolitaine. Tout au plus certains de ses agents ont-ils eu de très vagues projets sur la baie de Bomba, en Cyrénaïque, que convoitèrent également la Russie et les États-Unis. Un de nos consuls proposa aussi de faire conquérir la Tripolitaine par le bey de Tunis. Mais, somme toute, la France accepta la révolution de 1835, faute d'avoir su l'empêcher et se contenta d'éviter que le bey de Tunis ne suivît le sort des Karamanlis<sup>1</sup>.

En ce qui concerne le commerce de la Tripolitaine, le mémoire

1. Voir Jean Serres, *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet*, Paris, P. Geuthner, 1925.

ajoute peu de chose au magistral ouvrage de Paul Masson<sup>1</sup>. Ce commerce a toujours été assez faible et la part de la France insignifiante. D'après un fort bon mémoire de Guys, la moyenne des importations de la Régence dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle aurait été d'un million et demi et celle des exportations d'un million. En 1783, la France fournit à Tripoli pour 50 000 francs de marchandises et en reçut pour 60 à 80 000 francs; l'année suivante, elle en fournit pour 47 000 francs et en reçut pour 65 000 francs. Le ministre avait ordonné à cette époque l'envoi périodique de statistiques et aussi d'échantillons des objets manufacturés en usage dans le pays :

On était alors, remarque Pellissier de Reynaud, dans la première ferveur de l'économie politique et dans le ravissement d'avoir donné un nom scientifique à une chose qui, depuis que les hommes étaient en société, se pratiquait tant bien que mal, comme la prose de M. Jourdain.

Le commerce avec Tripoli se faisait par de petits négociants commissionnés par des commerçants de Marseille, qu'ils appelaient leurs *Majeurs*. L'ordonnance du 3 mars 1781 accrut les difficultés en exigeant plus rigoureusement qu'on ne l'avait encore fait un cautionnement de ceux qui se livraient au commerce dans le Levant et en Barbarie, cautionnement qui n'a cessé d'être exigé qu'en 1835 :

Il avait pour but avoué le paiement des avanies, de sorte que la France reconnaissait bénévolement à des barbares sans puissance véritable le droit d'en faire subir à ses sujets. On peut juger par là ce qu'avaient à souffrir les autres Européens. Ces avanies étaient d'abord supportées par la communauté des négociants de l'Échelle, ce qu'on appelait la nation, que deux députés représentaient et représentent encore dans les Échelles considérables auprès des consuls. En 1776, il fut décidé qu'elles seraient personnelles et payées par ceux qui se les seraient attirées. Il paraît qu'on s'était aperçu qu'il y avait souvent collusion au sujet des avanies entre certains Européens et les autorités musulmanes.

Nos marins trouvaient de grands bénéfices, que le mémoire de Guys évalue à 50 000 francs par an, dans le cabotage de la Régence

1. Paul Masson, *Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique barbaresque*, Paris, 1903.



et dans l'intercourse entre cette contrée et les provinces de l'empire ottoman plus directement soumises au Grand Seigneur. Cette navigation, qu'on appelait la *caravane*, était exclusivement acquise à notre pavillon, que les Turcs étaient habitués à respecter plus que tous les autres et qui par cela même offrait plus de garanties aux Tripolitains, que la Porte considérait toujours un peu comme des sujets révoltés.

Il était toujours très difficile de faire liquider les créances de nos nationaux contre le gouvernement tripolitein. En 1784, dans l'impuissance où il était de s'acquitter autrement, le pacha dut faire abandon au commerce français du monopole de la *barille* ou cendre de soude. Cette impuissance financière fut encore plus clairement manifestée par le dépôt qu'il fut obligé de faire de son aigrette en diamants à la chancellerie de France pour obtenir quelque crédit de ses fournisseurs. Ce fut bien pis après 1815, lorsque la course fut abolie et que disparurent les présents par lesquels les petites puissances s'en garantissaient. Le budget de la Régence se trouva privé des seules ressources qui, avec les monopoles commerciaux et industriels également abolis par le traité du 11 août 1830, l'alimentaient tant bien que mal. Il fallut mettre des impôts sur les indigènes, notamment sur ceux de la Menchia qui en avaient toujours été exempts. Ce fut une des causes de la chute des Karamanlis.

De tout temps, les pays de l'Afrique du Nord, avec leur anarchie chronique et la vénalité de leurs chefs indigènes, ont offert un terrain des plus propices au développement des affaires véreuses. Une curieuse affaire de ce genre est celle des mines de soufre de la Syrte ou affaire Subtil, dont Pellissier fait un long et amusant récit, et qui rappellera à nos contemporains certains aspects de la question du Rif.

Les indigènes de la Tripolitaine connaissaient de longue date l'existence de gisements sulfureux au fond du golfe de la Syrte : en 1839, la maison Thévenin, de Marseille, résolut d'en tenter l'exploitation. Un certain Subtil, parfaitement digne, dit Pellissier, de porter un tel nom, parvint à faire croire que son concours était indispensable : il passa un traité avec Abd-el-Djelil, chef des tribus révoltées contre le gouvernement de Tripoli, qui lui concéda l'exploitation du soufre, comme s'il eût été le maître incontesté du pays. Malgré les observations du consul de France et les protesta-



tions du gouverneur de Tripoli, déclarant nul le marché passé avec Abd-el-Djelil, un armement fut préparé à Marseille pour le golfe de la Syrte ; mais Abd-el-Djelil, ayant essuyé une défaite, avait disparu. Subtil chercha alors à entrer en arrangement avec les Turcs, puisque les Arabes faisaient défaut. Il avait de hautes protections et avait réussi notamment à intéresser à ses affaires le général de Rumigny, aide-de-camp du roi Louis-Philippe, « un de ces hommes d'argent, dit encore Pellissier, dont le contact fut si funeste à la considération royale ». Après bien des péripéties, Subtil, en 1846, réussit à obtenir de la Porte une indemnité de 3 000 bourses (350 000 francs) en compensation de ses prétendus droits. Cet aventurier voulut encore ouvrir de nouvelles voies au commerce de l'Afrique centrale, diriger sur Constantine les caravanes du Soudan, transporter en Algérie des nègres cultivateurs, etc. :

Les personnes qui ont connu M. Subtil s'accordent à dire que son industrie, tout à fait stérile dans la production effective, s'est toujours bornée à le faire vivre assez largement sans travail réel ; qu'en un mot il était moins un industriel qu'un chevalier d'industrie. Du reste, il avait, à ce qu'il paraît, de la ressource dans l'esprit, le talent de la persuasion et beaucoup de savoir-faire, à défaut de savoir. Il est à regretter que notre diplomatie se soit trouvée mêlée à ces affaires ; nous devons lui souhaiter d'autres succès.

Tard venu dans la carrière, Pellissier de Reynaud parle avec quelque ironie des questions de protocole, d'étiquette et de préséances, qui, dans les consulats de l'Orient et des pays barbaresques, ont toujours joué un rôle si considérable. En 1844, le consul général d'Amérique, à un dîner chez Ahmed-Pacha, disputa la préséance au consul de France, alors que nos traités et capitulations avec la Porte donnent dans toute l'étendue de l'empire ce privilège à nos représentants sur ceux de toutes les autres puissances, privilège que nos traités particuliers avec les Régences barbaresques nous accordaient également. En 1846, le conflit se renouvela et le consul des États-Unis rompit toute relation officielle avec son collègue de France : blâmé par le cabinet de Washington, il affecta jusqu'au bout de son séjour de n'avoir rien reçu à ce sujet du gouvernement fédéral. Cela ne l'empêcha pas de recevoir les officiers de notre station navale :

Le consul de France en voulut un peu à ceux-ci de leur assiduité dans

une maison qui s'était mise en hostilité avec le consul de France. Mais ces jeunes gens, et c'est leur excuse, dans les ennuis d'une triste station, trouvaient là ce qu'ils n'auraient pas rencontré ailleurs : un père bon vivant à mettre sous la table et des filles avenantes qui se laissaient assez facilement mettre autre part.

Un autre incident du même genre excite encore la verve de Pellissier. En 1849, le consul de Naples et l'agent de Toscane avaient fait placer pour leur usage dans la petite église de la Mission des bancs distincts ; le premier avait même orné le sien de draperies à franges d'or. Le consul de France, M. Blanchet, pensant que cette distinction n'était due qu'à lui seul en sa qualité de représentant de la puissance protectrice du culte, avait vu avec peine cette usurpation. Le ministre des Affaires étrangères, M. Bastide, prit feu aussitôt et engagea à ce sujet une correspondance avec notre ambassadeur à Rome :

M. Blanchet, homme doux et ennemi des moyens violents et d'ailleurs homme d'esprit, un peu contrarié d'avoir soulevé une querelle qui rappelait assez bien celle du *Lutrin*, se détermina sagement à la laisser tomber. Je ne crois pas qu'aucun de ses successeurs songe à la relever. Pour moi, qui ai le plaisir de voir quelquefois au beau banc de mon collègue des Deux-Siciles sa jeune et jolie femme, qui de plus est ma compatriote, je me garderais bien de rien entreprendre qui pût l'en faire déguerpir.

Pellissier de Reynaud trace de quelques-uns de ses prédécesseurs à Tripoli des portraits amusants, mais en général assez peu flattés. Retenons seulement celui de Beaussier :

On voit par sa correspondance que c'était un homme d'une très petite portée, d'un jugement peu sûr et d'un caractère faible et vaniteux. Il avait été fort longtemps vice-consul à Saïda, et, arrivé à la fin d'une carrière parcourue en Turquie, il se trouvait atteint d'un rétrécissement d'esprit que l'on peut sans exagération ni malveillance appeler le crétinisme consulaire du Levant. C'est une maladie morale à laquelle ne saurait échapper un homme qui, placé en dehors de la circulation ordinaire des idées, ne sait pas se créer dans son intérieur des occupations intellectuelles. Ce pauvre homme tenait beaucoup aux préséances ; plus de trente dépêches de lui roulent sur la question de savoir si on doit l'encenser deux fois ou trois ; si on doit lui faire baiser l'évangile ou la patène, etc. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que les ministres avaient la complaisance de répon-

dre longuement à ces niaiseries, auxquelles les traditions des bureaux paraissent attacher beaucoup d'importance.

Comme on en peut juger par ces quelques extraits, c'est surtout à la « petite histoire » que s'attache le mémoire de Pellissier. Mais la « petite histoire » explique parfois la grande. La principale cause de la chute de la dynastie des Karamanlis a été certainement la rivalité et la mésintelligence des représentants de la France et de la Grande-Bretagne à Tripoli, ou pour mieux dire les incartades et les extravagances de M. Warrington, qui, pendant trente ans (1816-1846), y représenta l'Angleterre. Sur ce personnage, Pellissier de Reynaud apporte de véritables révélations ; il dévoile certains faits qui éclairent les événements d'un jour nouveau.

M. Warrington était, dit Pellissier, un homme passionné, violent, sujet aux surexcitations bachiques et qui prétendait étendre sa prépotence sur tous ses collègues. Il avait épousé une fille naturelle du roi George IV, Jeanne-Eliza-Price, et c'est probablement par cette alliance que s'expliquent les ménagements que les ministres avaient pour lui. Il n'habitait pas, comme ses collègues, la ville même de Tripoli, et s'était fait construire une agréable habitation dans la Menchia, au milieu des palmiers de l'oasis. Il faisait de la politique indigène et avait son *sof*, celui des habitants de la Menchia, en hostilité constante avec les citoyens de Tripoli :

Il était plus maître du pays que le Pacha lui-même, qu'un geste de sa part faisait trembler. Un jour de septembre 1816, il aperçut de chez lui un corsaire tripolitain qui rentrait au port conduisant une petite prise portant à la poulaine un pavillon qui lui parut anglais ; furieux, il court aussitôt chez le pacha et exige que, sans autre examen, le capitaine du corsaire soit pendu à la place du pavillon, ce qui eut lieu en effet en moins d'un quart d'heure. Or, il se trouva ensuite que ce pavillon n'était pas anglais, mais hanovrien, et comme le Hanovre n'avait pas de traité avec Tripoli, le corsaire était dans son droit, d'après le principe que l'Europe avait toléré si longtemps et que les injonctions de lord Exmouth, quelques mois auparavant, avaient plutôt sanctionné que détruit.

M. Warrington eut des conflits avec le consul des États-Unis, M. Jones, avec le consul de Naples, mais ce sont ses démêlés avec les consuls de France, en particulier avec Alph. Rousseau (1825-1831) qui prirent les plus grandes proportions. Il avait voué une

haine mortelle aux Français, contre lesquels dans sa jeunesse il avait combattu dans la guerre d'Espagne.

Parmi ces conflits, celui qui eut le plus de durée et de retentissement fut l'affaire du major Laing. Cet explorateur, parti de Tripoli, fut massacré par les Berabich sur la route de Tombouctou à Araouan<sup>1</sup>, en 1826 :

Cette catastrophe fut d'abord connue par M. Rousseau, que ses habitudes d'orientaliste avaient mis en relations avec plusieurs Arabes lettrés, non seulement de Tripoli, mais encore de l'intérieur, surtout de Ghadamès, par où arriva la nouvelle de la mort du major Laing. M. Warrington refusa longtemps d'y croire, mais lorsqu'il en eut enfin la conviction, il fit au Pacha les plus étranges algarades, voulant le rendre responsable d'un crime commis à plus de 400 lieues de son extrême frontière par des individus appartenant à un peuple dont il connaissait à peine le nom. Le gouvernement anglais n'ayant pas épousé en cette circonstance les passions de son agent, celui-ci fut contraint de reprendre ses relations officielles avec le Pacha, qu'il avait interrompues. Mais il se mit à harceler ce prince pour qu'il s'employât au moins à la recherche des papiers du voyageur. Or, un des correspondants arabes de Rousseau lui avait écrit que ces papiers avaient été détruits. C'était un fait probable, dont notre consul ne crut pas devoir faire un mystère. Là-dessus, M. Warrington se mit à édifier une infâme calomnie, faisant entendre que les papiers étaient entre les mains de M. Rousseau lui-même, lequel pourrait bien ne pas être étranger à la mort du malheureux Laing. Le rapport que M. Warrington fit à son gouvernement sur cette affaire fut un véritable acte d'accusation contre M. Rousseau. Quoique le consul anglais eût donné depuis longtemps par ses extravagances la mesure de sa consistance, le cabinet de Londres fit de ce mensonger rapport le sujet d'une communication diplomatique à celui de Paris. Ce dernier, qui en connaissait parfaitement la fausseté, voulut cependant qu'une enquête solennelle eût lieu pour que l'honneur de son agent pût être manifeste à tous les yeux. Cette enquête mit en effet au grand jour l'innocence de M. Rousseau et l'aveuglement passionné de ses accusateurs. Le pacha de Tripoli s'étant imprudemment mis du nombre, le gouvernement de Charles X, si énergique et si national dans sa politique extérieure, résolut d'arracher à ce barbare une satisfaction éclatante.

1. Les ossements du major Laing ont été retrouvés en décembre 1910 par M. Bonnel de Mézières au lieu dit Sahab, à 30 milles N. de Tombouctou. Il a acquis la certitude que les papiers de l'explorateur avaient été brûlés. Voir Bonnel de Mézières, *Le major A. Gordon-Laing*, Paris, 1912.

Cette satisfaction fut obtenue par l'escadre de l'amiral Rosamel, qui, par le traité du 11 août 1830, imposa au Pacha, outre l'abolition définitive de l'esclavage, de la course, des monopoles commerciaux, des tributs et donatives, la rétractation de l'accusation calomnieuse portée contre M. Rousseau et d'humbles excuses à ce sujet.

A l'histoire publique des papiers du major Laing se rattache une petite histoire secrète assez touchante, qui nous est contée par Pellissier :

M. Rousseau avait un fils qui s'était épris pour une fille de M. Warrington d'un amour violent et partagé. Quoique le jeune homme ne fût guère en âge de s'établir, le père, effrayé de la véhémence de sa passion, se serait prêté à l'union des deux amants, mais M. Warrington ne voulut pas en entendre parler et, pour couper court aux amours de la fille avec un Français, il la contraignit d'épouser le major Laing, qui venait à cette époque d'arriver à Tripoli pour son grand voyage. Du reste, le mariage, contracté peu d'heures seulement avant le départ du major pour l'Afrique centrale, ne fut jamais consommé. Après la mort avérée du voyageur, les espérances des deux amants se ranimèrent, mais M. Warrington resta inflexible. Les jeunes gens tombèrent alors dans un désespoir qui mit bientôt le fils de M. Rousseau aux portes du tombeau. Se sentant mourir, il témoigna un désir si déchirant de voir encore une fois celle qu'il aimait, que le père, faisant taire toute autre considération, se rendit auprès du consul d'Angleterre, pour le conjurer de permettre à sa fille de faire une triste et suprême visite au pauvre amant moribond. M. Warrington parut touché et promit de l'y autoriser, mais cette promesse ne fut pas tenue et le jeune Rousseau expira dans cette attente. M<sup>lle</sup> Warrington le suivit de près. Elle mourut à Pise, où son père l'envoya sous la conduite d'un second époux, M. Wood, qu'il venait encore de lui donner, mais qui ne la posséda pas plus que le premier. Elle était tombée dans le dernier degré du marasme. Les diverses péripéties de ce drame domestique remplirent le cœur violent de M. Warrington d'une haine brutale comme son humeur contre M. Rousseau. Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de ses accusations calomnieuses.

M. Warrington soutint tour à tour les révoltes d'Abd-el-Djelil, du Gharian, de la Menchia. Pendant l'insurrection de 1833, il prit le parti de Mohammed-Karamanli contre son oncle Sidi-Ali ; il réunissait chez lui les chefs de la révolte et les encourageait à con-



tinuer la lutte. Il leur procura même des munitions et trois petits navires. Le gouvernement anglais s'aperçut trop tard que les troubles de la Tripolitaine pourraient avoir pour résultat d'y amener les Osmanlis et qu'ainsi, au lieu d'avoir sous le canon de Malte un petit prince qu'il pouvait faire trembler à sa volonté, il s'exposait, en épousant les passions de son agent, à y avoir une province de l'empire ottoman.

La rivalité séculaire de la France et de l'Angleterre dans tous les pays de l'Afrique du Nord, depuis l'Égypte jusqu'au Maroc, est le fond de l'histoire de ces pays pendant tout le cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Qu'on se rappelle la lutte des deux puissances autour de Méhémet-Ali en Égypte, autour du bey de Tunis, autour du sultan du Maroc, et l'attitude du consul de la Grande-Bretagne à Alger de 1830 à 1850. La Tripolitaine ne fait pas exception. Cette rivalité, dans ces postes où les Européens étaient peu nombreux, les événements rares, prenait un caractère aigu lorsque le caractère des agents de ces puissances, aigri par les conditions de ce milieu si spécial, les y portait plus particulièrement, comme ce fut le cas à Tripoli.

Cette traditionnelle jalousie des deux puissances n'a jamais profité qu'à leurs adversaires et a fait longtemps la force des Barbaresques, toujours prompts à profiter des divisions entre les Européens. Tout récemment encore, les événements du Rif n'ont pu atteindre un haut degré de gravité que parce qu'Abd-el-Kerim et ses partisans profitaient des mésintelligences entre la France et l'Espagne.

Les querelles entre la France et l'Angleterre en Afrique ont pris fin par les accords de 1904, loyalement observés de part et d'autre, au Maroc aussi bien qu'en Égypte, et la grande guerre a affirmé la solidarité franco-anglaise. Il faut souhaiter qu'elle ne soit jamais rompue. Vis-à-vis des musulmans, toutes les puissances européennes sont solidaires ; l'avenir même de l'Europe et de l'humanité dépend du bon accord de la France, de l'Angleterre et des autres puissances de l'Europe occidentale. C'est ce que nous enseigne, après beaucoup d'autres, le mémoire de Pellissier de Reynaud.

---